

Altermondialisme 2.0

Bulletin de liaison du réseau Intercoll

Septembre 2017

L'Argentine, l'automne de tous les dangers

Entrevue avec Claudio Katz et Eduardo Lucita¹

Quelle est l'importance des élections à venir en août et octobre prochains ?

Eduardo Lucita : Le contexte économique est très différent de celui de l'arrivée au pouvoir de Macri et de son parti, « Proposition Républicaine » (PRO). Tous les signaux sont négatifs. La consommation a chuté, les hausses de salaires sont absorbées par une inflation persistante, particulièrement sur la nourriture, le chômage augmente tout comme la pauvreté. En parallèle, le pays a recommencé à s'endetter à un rythme important, endettement symbolisé par l'émission récente d'une obligation sur 100 ans.

Il semble assuré que l'on va vers un approfondissement de l'austérité néolibérale ...

EL : Le gouvernement actuel fait monter les enchères pour s'assurer le soutien des grands capitalistes. Des mesures dures ont ainsi vu le jour en pleine campagne électorale. Ils poursuivent les hausses de prix intempestives, réduisent les pensions aux handicapés, tolèrent les licenciements et favorisent ouvertement la flexibilité du travail. Ils projettent, après octobre 2017, de réduire le déficit fiscal en baissant encore la dépense publique. Il faut avoir en tête que 56% de la dépense publique est sociale et 17 autres pour cent représentent les salaires des fonctionnaires et les allocations familiales. Les projets de réformes fiscales et du travail ne laissent aucun doute sur l'orientation suivie.

Au sein des classes populaires, Cristina est-elle encore vue comme une alternative crédible à l'agression néolibérale ?

CK : Le kirchnerisme tente de gagner en transversalité et de s'éloigner de l'appareil péroniste. C'est en tout cas ce que montrent les candidatures. En parallèle, le front citoyen a adopté une stratégie d'affrontement verbal en dénonçant la hausse des tarifs, en voulant déclarer l'urgence alimentaire et sanitaire, en souhaitant revenir à des prix bloqués et surtout renégocier la dette. N'oublions pas que les kirchneristes ont été à l'origine de conflits sérieux contre les élites dans certains domaines, notamment au

¹ Extrait d'un texte publié dans Rebellion, www.rebellion.org/noticia.php?id=228904&titular=%93hay-que-hacer-converger-las-distintas-tradiciones-de-la-izquierda-anticapitalista-argentina%94-

Traduit de l'espagnol argentin para Antoine Bouyou

moment du projet de loi de taxe sur les exportations agricoles ou lors de la loi sur les médias.

Où en est la gauche dans ce nouveau contexte ?

CK : Certain-es militant-es pensent que c'est la seule en capacité de battre Macri. D'autres voient en elle une posture compatible avec le pouvoir en place. Ils me semblent que les deux sont erronées. La première oublie que la dissolution dans le kirchnerisme amènerait à laisser de côté une grande part de tout 'progressisme'. Cette option accepte le fonctionnement vertical de Kirchner, ou le paiement de la dette à Repsol, la Banque mondiale ou le Club de Paris. La deuxième posture fait l'erreur inverse. Elle n'analyse pas les virages du kirchnerisme et les conflits réels entre ce courant politique et le pouvoir.

FG : Quels sont les problèmes de la gauche ?

CK : Au fil des ans, Le Front de gauche a créé un véritable « plafond de verre » qui empêche tout saut qualitatif de la gauche. Ce sont trois partis trotskystes qui repoussent les autres partis de même filiation. La seule explication est un calcul d'appareil. Ils font le pari que ce front ne passera pas les primaires et appellera finalement à voter pour eux. Ce sont les mêmes logiques qui régissent la vie interne du FIT. Le FIT s'est fermé aux autres traditions de la gauche et ne veut pas provoquer d'élections internes pour se dépasser.

EL : Ce sectarisme a deux origines. D'une part, une logique d'auto-construction, ce que Gramsci appelle « le patriotisme de parti » qui se termine toujours par des controverses et luttes d'appareils. D'autre part, ce type d'organisation a une lecture du champ politique « classe contre classe » qui limite de fait les alliances et amène même à confondre fronts électoraux et alliances stratégiques. Il me semble que ces conceptions sont à l'origine de leur incompréhension de la complexité des processus latino-américains.

EL : La situation est complexe et contradictoire mais représente une vraie opportunité pour les forces anticapitalistes. Il existe désormais une nouvelle possibilité pour démontrer que les obstacles à surmonter pour résoudre les problèmes que cause le capitalisme dans notre société, et qu'aucune fraction de la bourgeoisie au gouvernement n'a résolu, se trouvent dans le capitalisme lui-même.

Claudio Katz et Eduardo Lucita (Buenos Aires)

Propos recueillis par Franck Gaudichaud

Des nouvelles du réseau Intercoll

intercoll.net est un projet de grande ambition qui s'inscrit dans la durée. Notre idée est de construire un réseau de sites qui participe à la construction d'un intellectuel collectif international des mouvements sociaux. Ce que nous cherchons c'est à relier environ 2000 sites d'ici trois ou quatre ans, pour créer un espace ouvert international.

Entre-temps, nous procédons à la mise en place de groupes de travail autour d'une démarche structurée. Il y a actuellement 9 groupes actifs sur les thèmes suivants :

- Les mouvements face à la guerre et la sécurité
- Les migrations internationales
- Biens communs.
- Internationalisme et solidarité internationale.

- Économie sociale et solidaire
- Palestine
- Souveraineté alimentaire
- Souveraineté et mouvements.
- Religion et émancipation.

Plusieurs autres groupes sont en voie d'être constitués, notamment sur le libre échange ; l'extractivisme ; multinationales et droit international ; expulsions du logement ; mouvements dans les pays émergents ; insurrections dans les pays arabes ; pouvoirs locaux ; politiques économiques au Maghreb ; multinationales françaises en Afrique ; Alter-Chine ; éducation ; services publics.

Comment lancer un groupe de travail ?

Pour lancer un groupe de travail, il faut qu'une ou deux personnes acceptent d'en assurer l'animation.

- On commence par une ou deux pages de problématique de création du groupe qui explicite pourquoi et comment les mouvements sociaux devraient discuter la question. Ce texte est amendable et peut être corrigé pendant tout le processus. Nous le traduisons dans les six langues.
- Ensuite, il faut constituer un groupe de travail de personnes intéressées par la question, de plusieurs régions et de plusieurs langues.
- Pour former et élargir le groupe de travail, les animateurs identifient des sites (mouvements, revues, éditeurs) qui sont intéressés par le thème. Les sites sont choisis dans au moins trois continents. Les sites peuvent être identifiés dans les forums sociaux thématiques et dans les réseaux de mobilisation internationale.
- Le travail du groupe consiste à choisir, tous les mois, un texte qui fasse avancer la réflexion en cherchant, d'un mois à l'autre, une diversité de langues. Le texte sera mis sur le site par intercoll avec une traduction d'un résumé en six langues. Une fois par an, une synthèse sur l'avancement de la réflexion peut être préparée.
- Une autre possibilité de travail du groupe est d'établir un recueil de vingt textes de référence sur le thème, en provenance de plusieurs continents. Ce recueil est destiné à faciliter la transmission générationnelle.

Plus d'informations : <http://intercoll.net/?lang=fr>

Gustave Massiah (Paris)

Minuit moins cinq dans le Sahel²

² Conclusion extraite du rapport de Moussa Tchangari, *Conflits armés, crise de la démocratie et convoitises extérieures. Le Sahel peut-il faire l'économie d'une révolution ?* Tchangari est président de Alternatives Espace Citoyenne, à Niamey.

Au Sahel, la violence des groupes extrémistes, qu'il s'agisse des mouvements jihadistes ou des rebellions, fait écho à celle des États néocoloniaux, parés des oripeaux de la démocratie, mais minés par la corruption et dirigés par des élites insensibles aux souffrances de leurs peuples. C'est la raison pour laquelle on peut avancer l'hypothèse que ces États ne réussiront véritablement à vaincre les groupes armés que s'ils parviennent à sauvegarder, à défaut de l'élargir, ce qui leur reste de légitimité aux yeux d'une large frange de la population. La guerre en cours est venue démontrer que pour les élites au pouvoir le terrorisme est « *l'opportunité historique qui permet de déconstruire négativement la démocratie par l'abrogation des droits, par la proclamation de l'état d'exception,* »³.

La situation au Sahel requiert aujourd'hui des réformes en profondeur, pour ne pas dire une véritable révolution politique, économique, sociale et culturelle. Le minimum, c'est d'abord un changement dans la gouvernance, pour permettre aux citoyens d'être maîtres de leur destin et de bénéficier de toutes les garanties indispensables à la jouissance de leurs droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Cela suppose des institutions plus représentatives, efficaces et efficientes, accessibles aux citoyens, basées dans leur fonctionnement sur les principes de la transparence et de « redevabilité ». L'enjeu principal, c'est le dépassement de la démocratie représentative dans sa forme actuelle pour aller vers une démocratie participative ; mais, c'est aussi le renforcement de l'institution judiciaire, dont les défaillances actuelles favorisent les violations des droits humains et rendent impossible la lutte contre la corruption.

Enfin, la situation actuelle dans l'espace sahélien soulève la question de la perpétuation des rapports de domination entre les États de cet espace et les grandes puissances occidentales ; car, il est indéniable que le terreau sur lequel prospèrent aujourd'hui des groupes armés a été soigneusement préparé par les plans d'ajustement structurel, et que c'est à présent la reconversion des élites politiques sahéliennes à l'idéologie néolibérale qui rend difficile la réponse aux défis du moment.

Depuis bientôt sept ans qu'ils sont confrontés à d'immenses défis sécuritaires, les États sahéliens ont vu diminuer leurs revenus liés à l'exploitation des ressources du sous-sol par les grandes compagnies occidentales et chinoises ; avec comme conséquences directes une réduction drastique des investissements publics dans les secteurs sociaux (éducation, santé, alimentation, emplois) et même des difficultés à assurer certaines dépenses de souveraineté telles que le paiement des salaires. L'exemple le plus emblématique est celui du Tchad où aujourd'hui, avec la chute des cours du pétrole et les mauvais arrangements avec certaines compagnies, l'État est contraint d'abandonner la plupart de ses chantiers et de réduire les salaires de ses fonctionnaires ; c'est aussi le cas au Niger où, à cause de la baisse des prix du pétrole et de l'uranium, des avantages fiscaux accordés à AREVA⁴ et de la corruption au sommet, les difficultés financières de l'État se sont aggravées.

Moussa Tchangari (Niamey)

3 Achille Mbembe, Interview au journal français L'Humanité. Voir lien <http://www.humanite.fr/achille-mbembe-un-desir-fondamental-dinsurrection-sexprime-sous-des-formes-nouvelles-607510>

4 OXFAM France, *Areva au Niger : à qui profite l'uranium ?*, <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-12-19/areva-au-niger-qui-profite-luranium>

Venezuela : les pompiers-pyromanes

On pourrait s'inquiéter des menaces que le président Trump vient de proférer contre le Venezuela, si on ne tenait pas compte de la confusion actuelle à Washington. Les États-Unis, déjà en déclin depuis les débâcles des néoconservateurs Bush et Cheney, sont aujourd'hui incapables de se démêler des crises en cascades qui leur tombent dessus. Il est donc improbable que les Marines débarquent bientôt à Caracas. On ne peut cependant pas sous-estimer la volonté des États-Unis de reconstituer ce qui était jusqu'à récemment leur « pré-carré ». En déclarant que l'ensemble de l'hémisphère devait rester sous l'emprise des États-Unis, l'ancien président James Monroe avait inauguré un cycle d'interventions au sud du Rio Grande, à partir de l'invasion du Mexique jusqu'aux opérations en Haïti, à Cuba et au Nicaragua. Plus tard lors de la guerre froide, les États-Unis ont participé aux renversements des gouvernements au Guatemala, en République Dominicaine, au Brésil, au Chili et en Argentine. Ils ont mené des opérations militaires contre le Nicaragua, le Salvador et Cuba, tout en envahissant plus tard la Grenade et Panama.

Dans les Amériques, le libre échange pour les Amériques » a été contesté, d'abord par les peuples, ensuite par les gouvernements progressistes qui ont enclenché de vastes réformes sociales. Après l'enterrement du projet américain en 2004, plusieurs gouvernements relançaient des projets d'intégration régionale pensés par et pour le sud, tels le Mercosul, l'Alba, l'Unasur, pour favoriser le développement et accroître les échanges entre les pays en question. Face à cela, les États-Unis ont promu des accords bilatéraux avec des États susceptibles d'accepter le leadership américain, notamment la Colombie où sévissait à l'époque une guerre civile où les États-Unis ont joué un rôle décisif auprès du gouvernement colombien. Pendant une décennie, les partisans d'une souveraineté latino, avec notamment Hugo Chavez, ont triomphé, surtout après l'échec du coup d'état qui, avec l'appui des États-Unis, a tenté de le renverser en 2002. Washington visiblement n'aimait pas le rôle joué par le Venezuela pour rallier la région dans un projet souverainiste. Ils voyaient que Caracas devenait plus influent dans la région, en partie par les vastes projets de coopération impulsés par le Venezuela, en partie par les efforts de Chavez pour constituer un bloc politique contre la domination des États-Unis.

Au début de cette décennie, la chute brutale des prix du pétrole et du gaz a privé le Venezuela d'importantes ressources. Le décès de Chavez en 2013 a créé un vide dans un contexte où de nouvelles institutions durables n'ont pas été mises en place. L'élite locale qui avait appuyé le coup d'état de 2002 s'est lancée dans une opération de déstabilisation de longue durée. Les erreurs des successeurs de Chavez, notamment la propension à violer les règles démocratiques, ont renforcé cette stratégie qui propose un « regime change », pour éradiquer une fois pour toutes le projet bolivarien. Ce combat politique a été complété par des actions pour déstabiliser l'économie et envenimer le climat de violence sévissant à Caracas où l'opposition a alimenté des groupes militarisés. Aujourd'hui, le pays est à deux doigts d'une catastrophe. L'extrémisme de l'opposition nourrit un sentiment de forteresse assiégée au sein du gouvernement Maduro dont les dérives autoritaires se multiplient. Isolé des nouveaux gouvernements de droite en

Argentine et au Brésil, coincé par la Colombie qui cache mal ses ambitions de devenir un hégémon régional tout en restant l’allié privilégié des États-Unis, le Venezuela se retrouve dans une posture très fragile. Les États-Unis espèrent qu’une fraction de l’armée va finir par se détacher du gouvernement. Les néoconservateurs aux États-Unis et leurs alliés de droite ailleurs font une campagne sans répit contre le Venezuela, au nom de la « démocratie » et des « droits » qu’ils n’ont cessé de violer depuis des décennies. L’Organisation des États américains, mise en place par Washington pour gérer « ses » affaires continentales, s’ajoute à ce concert qui exagère les responsabilités des uns pour minimiser celles des autres. Il revient au peuple vénézuélien de trouver les solutions à sa crise, et non à un Empire en déclin qui a mené ces dernières années une grande partie du monde dans une impasse totale.

Pierre Beudet (Montréal)

Le féminisme populaire de Via Campesina⁵

Nous bâtissons, à partir de notre identité paysanne et populaire, un féminisme visant à servir d’outil pour nos organisations et pour le processus d’émancipation sociale des hommes et des femmes. Le féminisme que nous proposons reconnaît notre diversité culturelle et les conditions très différentes auxquelles nous faisons face à chaque endroit, dans chaque région et chaque pays. Nous le construisons à partir des combats quotidiens menés par les femmes de toute la planète : les luttes pour notre autonomie, la transformation de la société, la défense et la protection de l’agriculture paysanne, et la souveraineté alimentaire. De nouveaux hommes et de nouvelles femmes en émergeront, ainsi que de nouvelles relations hommes-femmes fondées sur l’égalité, le respect, la coopération et la reconnaissance mutuelle. Ce féminisme possède un pouvoir de transformation, il est rebelle et autonome. Nous le bâtissons collectivement par notre réflexion et par des actions concrètes contre le capital et le patriarcat. Il est solidaire des luttes de toutes les femmes et de tous les peuples qui résistent.



Ce féminisme doit également être consolidé par une formation féministe, pour nous et pour toutes nos organisations. Nos mouvements doivent veiller à réserver des espaces aux

⁵ Extrait de la cinquième assemblée des femmes lors de la septième conférence de Via Campesina. Réunie au Pays Basque en juillet dernier.

femmes, au sein desquels nous pouvons, ensemble, accroître notre autonomie. Notre campagne « Mettons fin à la violence contre les femmes » a joué un rôle extrêmement important pour dénoncer la violence dont nous sommes victimes et éveiller les consciences au sein de nos organisations. Nous devons étendre l'engagement pris par l'ensemble des femmes et des hommes de La Via Campesina, y compris les jeunes, afin d'inclure des actions concrètes dans nos campagnes quotidiennes et de venir à bout de la violence qui constitue le principal obstacle auquel nous sommes confrontées.

Ve Assemblée des femmes, VIIe Conférence internationale de La Via Campesina

La planète altermondialiste

En route vers le FSM



Le Forum Social Mondial 2018 se tiendra à Salvador, Bahia, au Brésil, du 13 au 17 Mars 2018, à l'Université fédérale de Bahia et dans plusieurs autres espaces publics de la ville. Le scénario au Brésil et en Amérique latine est assez complexe et les faits se sont déroulés à un rythme accéléré. Plusieurs scénarios sont possibles, certains plus graves, d'autres moins. Cependant, en tout état de cause, nous imaginons que le contexte et le scénario pour l'activisme démocratique et populaire sera la résistance, la lutte, la critique et l'autocritique dans la recherche d'alternatives. Dans ce contexte, le FSM2018 peut être un espace d'unification des luttes, de dénonciation des violations des droits, de démonstration de l'unité et de repositionnement stratégique sur la scène régionale et internationale. Pour remplir ce rôle, l'événement doit être représentatif du champ et coordonné avec d'autres processus internationaux. Présentement, le Collectif bahianais responsable de l'organisation du Forum représente plusieurs dizaines d'organisations brésiliennes. Une réunion du Conseil international aura lieu les 15 et 16 Octobre 2017, à Salvador pour faire le point.

forumsocialmundial@fsm2018.org or www.fsm2018.org

Une enquête du conseil international du FSM

Lors du CI tenu après le FSM de Montréal, un comité fut créé pour travailler à la mise en place d'une Assemblée des mouvements qui offrirait une continuité entre les événements mondiaux du Forum social et davantage de connexion entre toutes ces assemblées nationales, régionales ou thématiques qui s'organisent déjà autour de multiples événements de forum sociaux. L'objectif final est d'assurer une meilleure participation des mouvements au sein d'un FSM renouvelé qui, par l'Assemblée, soutiendra davantage les mouvements dans la définition et la mise en œuvre de stratégies communes au niveau global, d'un événement du forum à l'autre.

Afin de valider la pertinence des idées proposées, le comité organise une large consultation internationale auprès des mouvements au sein et à l'extérieur du processus du Forum. Nous vous invitons à remplir le sondage suivant avant le 30 septembre 2017: <https://questionnaire.simplesondage.com/Engine/s.aspx?s=c550e42c-de9d-45e0-94dd-4e63017cf5b1&lang=FR>

L'université d'été d'Attac

Le dimanche 27 août s'est achevée l'Université d'été européenne des mouvements sociaux, organisée à l'initiative du réseau des Attac d'Europe à Toulouse. Plus de 2 000 participantes et participants venu.e.s de toute l'Europe se sont retrouvés pendant quatre jours dans une ambiance conviviale et déterminée pour apprendre, débattre et construire les mobilisations à venir. Près d'une centaine d'activités, forums, ateliers, formations, ont rythmé ces quatre jours intenses, traduisant l'implication de près d'une centaine d'organisations associatives et syndicales, de réseaux citoyens, médias alternatifs, luttes locales. Les participant.e.s repartent en ayant fait le plein d'énergie, d'idées, de contacts et de matériels pour les mobilisations à venir. Car comme l'affirme Dominique Plihon, porte-parole d'Attac, « *Le succès de notre Université d'été a une signification politique claire : les citoyen-ne-s veulent se mobiliser face à la régression en marche ! Nous ne laisserons pas la voie libre à Macron !* ».

Campagne pour Pablo Solón et Raphael Archondo

L'élection du premier président autochtone bolivien, Evo Morales, et du gouvernement du MAS a suscité un grand espoir, non seulement parce que le gouvernement se proposait de progresser dans la construction de la justice sociale au pays, mais également pour sa proposition d'une nouvelle vision internationale pour une société juste dans une relation harmonieuse avec la nature, fondée sur le concept autochtone du « bien-vivre » (*Vivir Bien*). La Bolivie a ainsi été reconnue sur la scène internationale

pour sa défense des droits de la Terre-Mère, pour sa voix prophétique dans les sommets climatiques de l'ONU, et en particulier pour avoir été l'hôte de la rencontre historique de la Conférence mondiale des peuples sur les changements climatiques et les droits de la Terre-Mère en 2010 à Cochabamba.



C'est ainsi avec beaucoup de déception que nous apprenons que l'un des principaux organisateurs de ce sommet climatique historique à Cochabamba, Pablo Solón, fait l'objet avec Rafael Archondo d'un procès intenté par le gouvernement bolivien, lequel les menace d'accusations criminelles et de possibles sentences allant jusqu'à quatre ans de prison. Les accusations présentées, selon lesquelles Solon aurait-il y a six ans nommé Archondo « de façon illégale » et qu'Archondo aurait « prolongé ses fonctions » au sein de la Mission permanente de la Bolivie aux Nations Unies, ne peuvent être vues que comme des tentatives de faire taire Solón pour ses critiques publiques du gouvernement et de la construction de deux projets de méga-barrages hydroélectriques, El Bala et Chepete. Ces mégaprojets hydroélectriques, s'ils en arrivent à être construits, seraient tout à fait opposés aux postulats du « *Vivir Bien* ». Selon les études commandées par le gouvernement même, ces projets inonderaient une zone cinq fois plus grande que la ville de La Paz, entraîneraient le déplacement de plus de 5 000 autochtones ainsi que la déforestation de plus de 100 000 hectares de forêts. De plus, considérant les prix actuels de l'électricité au Brésil, ces projets ne seraient pas rentables au niveau économique. Dans ce contexte, nous exigeons l'abandon des fausses accusations contre Pablo Solón et Rafael Archondo ainsi que l'arrêt des projets destructeurs des barrages de El Bala et El Chepete. La Bolivie n'aura aucune crédibilité en ce qui concerne les changements climatiques et les droits de la Terre-Mère si elle continue de faire la promotion d'investissements dans des méga-barrages et de criminaliser les défenseurs de l'environnement. Vous pouvez signer la pétition en allant

à : <https://focusweb.org/campaigns/fr/appel-%C3%A0-signatures-pour-une-d%C3%A9claration-d%E2%80%99appui-%C3%A0-pablo-sol%C3%B3n-rafael-archondo-et-contre-les>

De Seattle à Buenos Aires

Nous, réseaux sociaux et organisations syndicales, territoriales, étudiantes, politiques, paysannes, anti-extractivistes, de femmes et de droits humains réunies le 24 juin à Buenos Aires en une Rencontre nationale contre l'Organisation mondiale du commerce, appelons les peuples du monde à se mobiliser lors de la XI^e réunion ministérielle de l'OMC qui se tiendra en Argentine du 10 au 13 décembre 2017⁶. A cet effet, nous appelons à la tenue d'un Sommet des peuples qui participe à la coordination des résistances contre le soi-disant "libre commerce" qui n'engendre que des politiques d'exploitation et de spoliation de nos peuples et de la nature, et ce afin de débattre et présenter des alternatives à ce système productif et commercial. La lutte contre l'OMC est une lutte globale qui a déjà une riche histoire de mobilisations et de coordinations, car cette institution représente les intérêts des multinationales et non les droits et les besoins des peuples. La mobilisation des organisations sociales lors de la réunion de l'OMC à Seattle en 1999, USA été un moment marquant qui a mis en évidence les impacts négatifs du projet de libéralisation commerciale et qui a inspiré un large mouvement de résistances anticapitalistes sur toute la planète.

La lutte est globale!

A bas les accords de libre échange qui asservissent les peuples!

Exigeons des accords solidaires pour le commerce entre les peuples!

En 2017, faisons un nouveau Seattle à Buenos Aires !

La « grande transition » s'en vient à Montréal

Réunis à Montréal sous l'égide des Nouveaux Cahiers du socialisme, des intellectuels-militants et des militants-intellectuels québécois ont planché pour la 8^{ième} édition de l'Université populaire, un événement annuel pensé pour et par les mouvements populaires. L'an prochain, en mai prochain (2018), le processus reprendra avec une coalition élargie à l'Amérique du Nord où se multiplient les résistances actuellement. En plus des réseaux québécois s'ajouteront celui de Historical Materialism (Londres-Toronto-New York) et de la revue Jacobin (New York). L'axe principal de cette grande rencontre sera construit autour des « utopies créatives », aussi bien dans la lutte actuelle que les anticipations d'un monde post-capitaliste. Le programme sera bientôt

⁶ Extrait d'une déclaration endossée par plusieurs centaines d'organisations d'Argentine et d'Amérique latine, *Les peuples se lèvent contre la réunion de l'Organisation du commerce international à Buenos Aires*, <https://mejorsintlc.org/llamado-a-la-accion/>

Espace de réflexion

Libérer les sciences sociales

Catherine Achin et 280 autres intellectuels critiques français⁷

Exercer le pouvoir symbolique, c'est amener les dominés à croire que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles et qu'il n'y a pas d'alternative. C'est une raison pour appeler les sciences sociales critiques à tenter de se faire entendre. Tolérables dans la mesure où elles étudient des objets sans grande importance, encensées quand elles ménagent et aménagent l'ordre établi, les sciences sociales se voient récuser leur prétention à être des sciences comme les autres. Mais si l'autonomie est une condition nécessaire de la scientificité des sciences sociales, le confinement entre pairs neutralise leur portée virtuelle. Le dévoilement des mécanismes et des stratégies de domination peut, en effet, contribuer à les contrecarrer, en libérant les forces potentielles de résistance. C'est que contre la vertu scientifique mal comprise qui interdit à l'homo academicus de se mêler aux débats plébéiens, Bourdieu en était venu à appeler à une politique d'intervention dans le monde social qui obéisse aux règles en vigueur dans le champ scientifique. D'où la nécessité de la construction d'un intellectuel collectif dont les fonctions sont à la fois négatives (critiques) et positives (constructives). Côté critique, il s'agit de travailler à disséminer des instruments de défense contre les mécanismes du pouvoir et de la domination qui s'arment le plus souvent de l'autorité de la science (celle à prétention scientifique des « experts »). Côté constructif, il s'agit de créer les conditions sociales d'une production collective d'utopies réalistes s'appuyant sur la connaissance du probable pour faire advenir le possible. Mais il s'agit aussi et peut-être surtout de surmonter les multiples obstacles à la diffusion des sciences sociales critiques. Nous ne pourrons le faire qu'ensemble, enseignants, chercheurs, syndicalistes, éditeurs, libraires, journalistes, et tous ceux qui se sentent concernés. Nous voulons le faire ensemble. Nous allons le faire ensemble.

⁷ La déclaration au complet, de même que la liste des signataires, se trouve : <http://www.humanite.fr/etats-generaux-des-sciences-sociales-critiques-revoltons-nous-ensemble-554927>